

ÊTRE DE GAUCHE EN 2025

# Quelle stratégie pour la gauche antisystème ?

Alain Sertic

**Pour Alain Sertic, membre de Déi Lénk, il devient urgent pour la gauche radicale luxembourgeoise de débattre des stratégies de rupture à même d'inverser les rapports de force face à un capitalisme de plus en plus agressif.**

Enfin un membre connu de Déi Lénk, le député David Wagner, vient de démarrer le débat sur une stratégie politique dans un entretien avec le woxx (woxx 1866). Ceux qui connaissent la situation politique du microcosme luxembourgeois savent que ce n'est pas une évidence. Les syndicats OGBL-LCGB ont pris position avec un bloc unitaire défensif, qui leur permet pour l'instant de maintenir un rapport de force défensif. Au niveau politique, par contre, il faudra d'autres approches pour parer les multiples dérives et crises de la société capitaliste. Même si le Luxembourg semble être encore un enfant gâté au sein de l'UE, le cours de l'histoire nous place devant des défis énormes. Pour Déi Lénk, il devient urgent de commencer enfin ce débat de fond sur les choix stratégiques pour s'armer contre les menaces qui s'approchent.

Le député de Déi Lénk souligne plusieurs éléments importants qui semblent indiquer une bonne direction de marche, et je m'en félicite. C'est, entre autres, la nécessité d'une rupture avec l'ordre établi, le rejet de la dictature du capital, le besoin d'une gauche anticapitaliste et d'un mouvement de gauche radicale fort, le besoin de sortir de la marchandisation, etc. Je pense pourtant que les problèmes résident dans les concrétisations pratiques de ces revendications et orientations. De même, un parti qui se revendique « anticapitaliste » ne pourra exister sans véritables militants anticapitalistes dans ses rangs. Ce ne serait donc pas cohérent de tenir les marxistes en dehors des instances dirigeantes et de prétendre vouloir faire une politique de gauche antisystème.

## Il faut s'opposer aux contre-réformes sociales et écologiques

Se revendiquer aujourd'hui de « l'anticapitalisme » doit avoir une signification concrète pour les gens. Ça

veut dire qu'il faut mettre en cause un système économique qui est fondé sur l'accumulation de capitaux et sur la recherche constante des profits maximaux, par une compétition concurrentielle. Cela a pour conséquence des inégalités et injustices croissantes, des délocalisations, des pollutions sans fins et une crise climatique planétaire. Aujourd'hui, le progrès technologique et la croissance de la productivité servent seulement à une infime minorité de gens qui, grâce à la mondialisation libérale, ont réussi à mettre les ouvriers en concurrence entre eux au niveau mondial. Au lieu d'améliorer la situation, c'est le contraire qui se passe. Plus le capitalisme réussit à façonner l'économie mondiale selon ses propres spécifications, plus ces contradictions augmentent, ce qui a provoqué toutes ces contre-réformes globales en cours, qui vise à balayer tous les acquis d'un siècle de luttes du mouvement ouvrier.

Pour l'instant, les contre-réformes sociales et écologiques engagées au Luxembourg et en Europe se traduisent par des pressions sur les conditions de travail, des attaques contre les droits de pensions, des privatisations dans les transports publics, des budgets de réarmement fabuleux, des reculs sur la sortie des moteurs thermiques, sur les pesticides et sur les contrôles des conditions de travail des chaînes d'approvisionnement au niveau de l'UE, etc.

Le député de Déi Lénk évoque une « nécessité d'un débat à gauche, avec le LSAP et les verts ». Mais vu de près, dès qu'on passe concrètement sur le terrain, ils ne méritent absolument plus cette désignation de gauche. Prenons par exemple le démantèlement en cours du TICE, qui démontre clairement leur implication dans cette opération de privatisation partielle et de libéralisation de cette entreprise publique de transport. Ils sont impliqués dans ce processus aussi bien dans les communes du Sud, que dans la direction et le comité du TICE, au parlement ou encore dans le gouvernement de la coalition précédente. C'était d'ailleurs déjà le cas avec le refus de l'intégration de LuxTram au service communal de Luxembourg et sa création sous le régime sociétaire privé d'une S.A.



« Le progrès technologique et la croissance de la productivité servent seulement à une infime minorité de gens qui, grâce à la mondialisation libérale, ont réussi à mettre les ouvriers en concurrence entre eux au niveau mondial », analyse Alain Sertic.

## Une politique sociale-libérale nous mènera tout droit à la défaite

David Wagner déclare que « les débats ne doivent pas nous diviser... » : « Nous sommes anticapitalistes, mais on ne doit pas s'excommunier mutuellement quand on pense que l'autre détient la mauvaise stratégie. » Pourtant, le LSAP et les verts sont clairement des partis de gouvernement qui pratiquent une politique de gestion quotidienne du capitalisme, comme ils l'ont prouvé sous la coalition « Gambia » avec le DP. Ils ont indiscutablement avalé la logique néolibérale et soutiennent le réarmement de l'OTAN. Dialoguer avec les verts et le LSAP, mais sur quoi et dans quel but ? Pour former un éventuel, sinon un possible gouvernement « de gauche » dans le futur ? Certainement pas, parce que les dirigeants de ces deux courants, aussi bien chez nous qu'en Europe, sont plus proches des milliardaires et de leurs partis, que de la gauche radicale ! La rupture du PS avec le NFP en France le prouve à nouveau. Ces débats auront donc un caractère plutôt formel, mais ne mèneront sûrement nulle part sur les questions fondamentales. Les verts et la social-démocratie ne lâcheront pas la moindre concession sur le fond quant aux questions touchant aux intérêts stratégiques, à la propriété et aux bénéfices des banques et des multinationales, au réarmement militaire et aux options militaristes de l'OTAN. Nous devons le dire haut et fort aux

gens : si vous voulez de vrais changements sociaux-économiques et écologiques, aucun début de rupture avec le système capitaliste ne sera possible avec les verts et le LSAP, ni même par des initiatives parlementaires !

Pourtant, il ne s'agit pas d'abandonner les travaux et la présence parlementaire. Au contraire, cela peut servir comme un appui aux mouvements sociaux, aux syndicats et à tous les protestataires. Mais le parlement ne restera toujours qu'une tribune et ne pourra jamais servir de levier pour un changement radical du système socio-économique.

Dès lors, pour les anticapitalistes, le seul moyen d'éviter le piège des négociations gouvernementales consiste à poser des « points de rupture » répondant à trois critères à la fois : correspondre à des revendications clés des couches sociales exploitées et opprimées ; former un ensemble limité, mais cohérent de mesures incompatibles avec la politique néolibérale de cogestion du système ; et s'inscrire clairement dans une dynamique d'émancipation anticapitaliste.

De toute façon, une véritable politique de rupture dans ce sens se concrétisera toujours par la multiplication de grèves, ainsi que par l'apparition de mouvements de masses qui, à partir d'un certain moment, inciteront à former des structures permanentes de luttes des salariés qui changeront les rapports de force dans la société.